**MAIRIE
DE
SOUPROSSE**

**COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
du 19 Juin 2017 à 20 H 00**

Convocation du 13 Juin 2017

L'an deux mil dix-sept et le dix-neuf juin à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian DUCOS, Maire.

Présents : M. DUCOS Christian – Mme LAPEYRE Colette – M. JUSTES Christian – Mme DUFAU Sylvie - M. GUEHEL Dominique – Mmes CARRERE Françoise – RASOAMAHARO Marlène - M. DUPOUY Philippe – Mme ROQUES Laurence – M. TAUZIA Philippe – Mme DUBOS Lydie – MM. DARRIEUTORT Thierry - COMET Xavier LABARTHE Jérôme.

Absente excusée : Mme DOUSSAN Béatrice (donne pouvoir à Mme DUFAU Sylvie)

Secrétaire de séance : M. LABARTHE Jérôme

ORDRE DU JOUR

Approbation des procès-verbaux des séances des 31 Mars 2017 et 27 mai 2017

Délibérations :

- SERVICE IRRIGATION : RECOUVREMENT ACOMPTE EDF / ENTRETIEN
- REVISION LOYERS COMMUNAUX
- LOTISSEMENT COMMUNAL « LES TERRASSES DE L'ADOUR » : VENTE DU LOT N°13 A MONSIEUR ET MADAME VARGAS
- CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT – POSTE D'AGENT DE MAITRISE
- DECISION MODIFICATIVE N°1 BUDGET COMMUNE
- REGULARISATION AMORTISSEMENT DES SUBVENTIONS VERSEES PAR LE SYDEC
- REMBOURSEMENT FRAIS D'EXECUTION D'UN MANDAT SPECIAL
- AVENANT N°1 AU MARCHE DE FOURNITURES POUR L'AMENAGEMENT D'UN POLE ASSOCIATIF AUX ANCIENNES ECOLES – LOT 3 ELECTRICITE GENERALE
- AVENANT N°1 AU MARCHE DE TRAVAUX POUR L'AMENAGEMENT D'UN POLE ASSOCIATIF AUX ANCIENNES ECOLES – LOT 2 TERRASSEMENT
- CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES D'ENTRETIEN DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL
- SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ANNEE 2017
- SYDEC : ECLAIRAGE PUBLIC RURAL – DEPLACEMENT 2 CANDELABRES ROUTE DE TARTAS
- AUTORISATION DE DEFRICHEMENT PARCELLES DEDIEES A LA FERME PHOTOVOLTAÏQUE
- FACTURATION DIVERS TRAVAUX
- ADHESION A LA CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES

PASSATION DE MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES DE TRAVAUX,
FOURNITURES ET SERVICES RELATIFS A LA MISE EN ACCESSIBILITE DES E.R.P. ET
I.O.P. DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS DU
DEPARTEMENT DES LANDES

Informations diverses

APPROBATION DES PROCES-VERBAUX DES SEANCES DES 31 MARS ET 27 MAI 2017

Approbation à l'unanimité

SERVICE IRRIGATION : RECOUVREMENT ACOMPTE EDF / ENTRETIEN

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de mettre en recouvrement l'acompte EDF et entretien relatif à la campagne irrigation 2017.

Après délibération, le Conseil municipal,

DECIDE de facturer aux irrigants l'acompte EDF et entretien à raison de 50 € l'ha.

REPORTE la décision prise par délibération en date du 21 mars 2016 accordant aux éleveurs le report de paiement de l'acompte irrigation en fin de campagne.

REVISION LOYERS COMMUNAUX

Vu la délibération du Conseil municipal du 25 Octobre 2010 décidant de porter la révision des divers loyers communaux au 1^{er} juillet de chaque année,

Vu la délibération du 22 octobre 1993 attribuant la location du logement du « Bac » à **Monsieur Daniel DESPAX**,

Vu la délibération du 15 novembre 2001 attribuant la location du logement sis 60 avenue du 8 mai – Lieu-dit « Le Presbytère », logement du bas, à **Madame Annie MARROCQ** à compter du 1^{er} février 2002,

Vu la délibération du 27 mai 2014 attribuant la location du logement communal, sis n° 107 chemin du Pigeon, appartement n° 1, à **Madame Maryse LARRERE**, à compter du 01 Août 2014,

Vu la délibération du 03 mai 2010 attribuant la location du logement communal sis n° 107 chemin du Pigeon, appartement n° 2, à Monsieur **Gilbert ROBIN**, à compter du 10 mai 2010.

Vu la délibération du 27 février 2012 attribuant la location du logement communal sis n° 97 chemin du Pigeon, à Madame **Marie Christine COURROUYAN** à compter du 1^{er} avril 2012.

Vu les délibérations du 24 Juin 2013 et 27 Mai 2014 attribuant la location du logement communal sis au n° 60 avenue du 8 mai 1945 à Madame **Angélica FERAR**, à compter du 1^{er} juillet 2013.

Vu la délibération du 25 Mars 2013 attribuant la location du logement communal sis n°50 ave Hagenthal le bas appt T3 Nord , à **Monsieur Marc HAUWELLE** à compter du 1^{er} mai 2013.

Vu la délibération du 25 Mars 2013 attribuant la location du logement communal sis n° 50 ave Hagenthal le bas appt T3 Sud, à **Madame Anne Marie MORESMAU** à compter du 19 avril 2013.

Après exposé de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après délibération

Conformément aux contrats de bail signés avec les locataires, et notamment l'article « REVISION DU LOYER »

DECIDE de réviser les loyers communaux au 1^{er} juillet 2017 comme suit :

- **Loyer du « Bac » occupé par Monsieur Daniel DESPAX : 294,69 € par mois**
- **Loyer communal du Presbytère – 60 avenue du 8 Mai – occupé par Madame Annie MARROCQ : 461,30 € par mois**
- **Loyer communal – 107 Chemin du Pigeon, appt n°1, occupé par Madame Maryse LARRERE : 523,95 € par mois**
- **Loyer communal – 107 Chemin du Pigeon, appt n° 2, occupé par Monsieur Gilbert ROBIN : 284,38 € par mois.**
- **Loyer communal – 97 Chemin du Pigeon, occupé par Madame Marie Christine COURROUYAN : 411,54 € par mois**
- **Loyer communal – 60 avenue du 8 mai, occupé par Madame Angélica FERAR : 526,91 € par mois**
- **Loyer communal – 50 avenue Hagenthal le Bas appt T3 Nord, occupé par Monsieur Marc HAUWELLE : 385,04 € par mois**
- **Loyer communal – 50 avenue Hagenthal le Bas appt T3 Sud, occupé par Madame Anne Marie MORESMAU : 425,57 € par mois**

LOTISSEMENT COMMUNAL « LES TERRASSES DE L'ADOUR » : VENTE DU LOT N°13 A MONSIEUR ET MADAME VARGAS
--

VU la demande de permis d'aménager N° PA 040 309 13 C 0001 présentée le 09 Avril 2013 par la Commune de SOUPROSSE pour la réalisation d'un lotissement communal de 28 lots, sur un terrain situé avenue du 19 mars 1962, lieu-dit « Pourquoi »,

CONSIDERANT l'arrêté N° 2013-07-01 en date du 08 Juillet 2013 accordant un permis d'aménager au nom de la Commune de Souprosse pour la réalisation du lotissement communal de 28 lots « Les Terrasses de l'Adour »,

CONSIDERANT l'arrêté N° 2014-06-06 en date du 07 Juin 2014 autorisant la vente des lots n° 1 à 28, avant l'exécution des travaux de finition du lotissement « Les Terrasses de l'Adour »,

CONSIDERANT la délibération du Conseil Municipal du 18 Novembre 2013 déterminant les prix des 28 lots,

VU le plan de bornage établi le 29/09/2016 par M. Philippe LAFITTE, géomètre expert foncier à SAINT SEVER,

CONSIDERANT la convention de réservation en date du 12 Mai 2017 entre Monsieur et Madame VARGAS Jonathan et Lucia, demeurant à HORSARRIEU (Landes), 4 lotissement des Pyrénées et la Commune représentée par son Maire, M. Christian DUCOS, par laquelle Monsieur et Madame VARGAS s'engagent à acquérir le lot n° 13, cadastré sous le n° 514 de la section V, d'une superficie de 681 m², pour y édifier une maison d'habitation, moyennant la somme globale de TRENTE MILLE CINQ CENTS EUROS (30 500 €) TVA sur marge incluse.

Monsieur le Maire invite le Conseil municipal à prendre connaissance de ces documents et à délibérer sur l'opportunité de la vente de ce lot à Monsieur et Madame VARGAS Jonathan et Lucia.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire ou en cas d'empêchement Mme LAPEYRE Colette, adjointe au Maire à signer l'acte de cession à intervenir en vue de la vente à Monsieur et Madame VARGAS Jonathan et Lucia du lot n° 13 du lotissement communal « Les Terrasses de l'Adour » d'une contenance de 681 m² moyennant le prix de TRENTE MILLE CINQ CENTS EUROS (30 500 €) TVA sur marge incluse, que les intéressés s'engagent à payer comptant à la signature de l'acte y compris les frais afférents à cette vente.

CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT – POSTE D'AGENT DE MAITRISE

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal qu'il convient de prévoir la création d'un emploi permanent d'agent de maîtrise à TEMPS COMPLET afin d'encadrer les personnels des services techniques de la Commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Après en avoir délibéré, DECIDE :

- de créer un poste permanent d'agent de maîtrise
- le responsable de ce poste de travail sera astreint à une durée hebdomadaire de travail de 35 heures,

- il sera chargé de missions et de travaux techniques nécessitant une expérience professionnelle confirmée et comportant notamment :

- 1) La surveillance et l'exécution suivant les règles de l'art de travaux confiés à des entrepreneurs ou exécutés en régie ;
- 2) L'encadrement des agents des services techniques de la Commune
- 3) La direction des activités d'un atelier, d'un ou de plusieurs chantiers et la réalisation de l'exécution de travaux qui nécessitent une pratique et une dextérité toutes particulières.

- la rémunération et la durée de carrière de cet agent seront celles fixées par la réglementation en vigueur pour le cadre d'emplois concerné,

- Monsieur le Maire est chargé de recruter le responsable de ce poste,

- les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au Budget aux chapitre et article prévus à cet effet.

- la présente délibération prendra effet à compter du 01/09/ 2017.

DECISION MODIFICATIVE N°1 BUDGET COMMUNE

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le conseil municipal a vendu des matériels techniques destinés à l'entretien de la voirie et d'utilisation intercommunale entre les communes de Souprosse et Meilhan (cf délibération du 31 mars 2017) pour une valeur de 32 000 € (tracteur MASSEY FERGUSON et épareuse de marque SMA).

Conformément à l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2013 portant dissolution du syndicat intercommunal Souprosse/Meilhan, si la commune de Souprosse procède à la vente du matériel précité ou s'il n'y a pas de renouvellement de convention entre les deux communes, la valeur résiduelle du matériel sera partagée à valeur égale entre les deux communes.

Il convient donc d'ouvrir des crédits supplémentaires sur le budget principal Commune exercice 2017 sur le compte 6748 – autres subventions exceptionnelles - pour le versement à la commune de Meilhan de la quote-part résultant de la vente des matériels de voirie susmentionnés.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

VOTE comme indiqué ci-dessous la décision modificative n°1 du budget Commune année 2017.

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
ARTICLE	MONTANT	ARTICLE	MONTANT
6748	16 000,00 €		
Autres subventions exceptionnelles			
60631	- 10 000,00 €		
Fournitures entretien			
60633			
Fournitures voirie	- 6 000,00 €		

REGULARISATION AMORTISSEMENT DES SUBVENTIONS VERSEES PAR LE SYDEC

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la subvention d'équipement en cours de versement au SYDEC (prêts SYDEC pour les opérations suivantes) :

- EP arènes, salles sports, tennis
- Alimentation SDIS – PTT Club House
- Sécurisation avenue du 8 mai 1945
- Renforcement BT Bourg
- Cap Sud remplacement lampes BF
- Remplacement lampes BF St Etienne et Goudosse
- Alimentation Groupe Scolaire Pourquoi
- Enfouissement route de St Sever BT/EP/PTT
- Alimentation lotissement communal
- Eclairage public déviation

est régularisée en investissement à compter de l'exercice 2017 et doit être amortie au compte 2041582.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Article 1 :

Fixe la durée d'amortissement de cette subvention à 12 ans à compter de l'exercice budgétaire 2017, s'agissant d'une régularisation (compte 2041582) suivant tableau d'amortissement joint en annexe.

Article 2 :

Charge Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération.

REMBOURSEMENT FRAIS D'EXECUTION D'UN MANDAT SPECIAL

Monsieur le Maire rappelle que le remboursement des frais dont les élus locaux s'acquittent dans l'exercice de leur mandat ou de leurs fonctions dépend d'une part, de la nature des dépenses (frais de mission, frais de déplacement...) et d'autre part, des conditions dans lesquelles ces dépenses ont été engagées.

L'article R2123-22-2 du CGCT stipule que les membres du Conseil Municipal peuvent prétendre, sur présentation des pièces justificatives, à la prise en charge des frais de transport et de séjour qu'ils engagent à l'occasion de leurs déplacements hors du territoire de la commune pour prendre part aux réunions des organismes dont ils font partie.

Monsieur le Maire précise qu'en tant que responsable du réseau communal d'irrigation, Monsieur DUPOUY Philippe a participé à une réunion préparatoire à l'élaboration de l'appel à projet « économie d'eau en agriculture » volet « réhabilitation de réseaux d'irrigation » en collaboration avec l'Agence de l'Eau Adour Garonne et l'ADHA 24, le 07 avril 2017.

Sur proposition de Monsieur le Maire,
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE la mission spécifique exercée par Monsieur DUPOUY Philippe,

DECIDE de rembourser les frais relatifs à cette mission sur présentation des pièces justificatives (frais de restauration).

AVENANT N°1 AU MARCHE DE FOURNITURES POUR L'AMENAGEMENT D'UN POLE ASSOCIATIF AUX ANCIENNES ECOLES – LOT 3 ELECTRICITE GENERALE

Monsieur le Maire présente à l'assemblée l'avenant n° 1 au marché de fournitures pour l'aménagement d'un pôle associatif aux anciennes écoles et mise en accessibilité – lot 3 Electricité générale.

Description succincte de l'avenant :

Fourniture de matériel électrique supplémentaire (coffret + câblage internet, câblage chauffage, détecteurs, spots, projecteurs extérieurs à led)

Pose et raccordement de l'armoire électrique

Pose et raccordement du coffret internet

Raccordement de l'alarme incendie

	HT	TVA	TTC
Montant initial du marché :	9 594,36 €	1 918,87 €	11 513,23 €
Montant avenant n°1 :	2 758,64 €	551,73 €	3 310,37 €
Total	12 353,00 €	2 470,60 €	14 823,60 €

Variation / au montant initial : + 28,75 %

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

ACCEPTE la proposition de Monsieur le Maire

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 1 au marché de fournitures pour l'aménagement d'un pôle associatif aux anciennes écoles et mise en accessibilité – lot 3 Electricité.

AVENANT N°1 AU MARCHE DE TRAVAUX POUR L'AMENAGEMENT D'UN POLE ASSOCIATIF AUX ANCIENNES ECOLES – LOT 2 TERRASSEMENT

Monsieur le Maire présente à l'assemblée l'avenant n° 1 au marché de travaux pour l'aménagement d'un pôle associatif aux anciennes écoles et mise en accessibilité – lot 2 Terrassement.

Description succincte de l'avenant :

Travaux de dépose de bordure et regards existants et pose de bordures et caniveaux - travaux initialement prévus en régie et réalisés par l'entreprise.

	HT	TVA	TTC
Montant initial du marché :	38 507,50 €	7 701,50 €	46 209,00 €
Montant avenant n°1 :	4 139,50 €	827,90 €	4 967,40 €
Total	42 647,00 €	8 529,40 €	51 176,40 €

Variation / au montant initial : + 10,74 %

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

ACCEPTE la proposition de Monsieur le Maire

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 1 au marché de travaux pour l'aménagement d'un pôle associatif aux anciennes écoles et mise en accessibilité – lot 2 Terrassement.

**CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES D'ENTRETIEN DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER
DEPARTEMENTAL**

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'une convention relative aux modalités d'entretien du domaine public routier départemental entre le Département des Landes et la Commune de Souprosse a été établie par délibération du conseil départemental en date du 21 mars 2016.

Dans le cadre de la répartition des compétences des collectivités territoriales sur leur domaine, cette convention a pour objet d'autoriser la commune à effectuer des prestations d'entretien sur les voies départementales suivantes :

- D3 du PR13+453 au PR14+767, en agglomération
- D924 du PR42+430 au PR44+075, en agglomération
- D924N du PR 0+000 au PR0+384, en agglomération

Cette convention porte sur les aménagements suivants :

- Les dépendances vertes des routes départementales en agglomération de Souprosse. Il s'agit des espaces verts, buissons, haies, massifs de fleurs, plantations d'arbres d'alignement situés sur le giratoire, abords et accotements de routes départementales, propriété du Département.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE à l'unanimité

- d'autoriser Monsieur le Maire à intervenir à la signature de la convention relative aux modalités d'entretien du domaine public routier départemental entre la Commune de Souprosse et le département des Landes et tout document y afférent.

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ANNEE 2017

VU le budget primitif 2017 de la commune voté le 13 Mars 2017 et notamment l'annexe « Subventions versées dans le cadre du vote du budget » listant les associations bénéficiaires d'une subvention ainsi que le montant accordé par le conseil municipal,

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée les conditions obligatoires pour en obtenir le versement, à savoir, une demande par courrier sollicitant l'octroi d'une subvention, accompagnée du bilan financier 2016 et du budget prévisionnel 2017.

Monsieur le Maire précise que deux associations ont sollicité une subvention :

• Tennis Club Souprossais	300 €
• Club de gymnastique volontaire de Souprosse	200 €

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil municipal, après délibération,

AUTORISE Monsieur le Maire à verser les subventions accordées aux associations ci-dessus dénommées.

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il a reçu une étude réalisée par le SYDEC des Landes concernant le déplacement de 2 candélabres Route de TARTAS (001.063 et 001.064).

Le plan de financement des travaux se décompose comme suit :

- Dépose de deux candélabres existants
- Génie civil sur 11 mètres avec 11 mètres de tranchée sous chaussée
- Réalisation de deux boîtes de jonction EP sur le réseau EP existant
- Pose de 24 mètres de réseau souterrain EP 4x10²
- Reprise de deux candélabres

Montant estimatif TTC	3 019 €
TVA pré financée par le SYDEC	472 €
Montant HT	2 547 €
Subventions apportées par SYDEC	1 553 €
Participation communale	993 €

Sur proposition de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, après délibération

APPROUVE à l'unanimité le projet présenté par Monsieur le Maire

PRECISE que la commune s'engage à rembourser le montant de la participation communale **sur fonds libres soit 993 €.**

AUTORISATION DE DEFRIQUEMENT PARCELLES DEDIEES A LA FERME PHOTOVOLTAÏQUE

Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal a délibéré favorablement le 15 mars 2010 sur le projet de réalisation d'une ferme photovoltaïque sur un terrain appartenant à la commune de SOUPROSSE lieu-dit Herrou ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 21 décembre 2015 autorisant Monsieur le Maire à signer une promesse de bail emphytéotique avec la société ARKOLIA ENERGIES, pour la construction et l'exploitation d'une centrale photovoltaïque au sol,

Considérant que les parcelles concernées par ce projet sont situées en zone Auer du PLU, zone actuellement inconstructible car considérée comme non équipée.

Considérant que l'ouverture à l'urbanisation de la zone Auer doit faire l'objet d'une procédure de modification « de droit commun » du PLU soumise à enquête publique.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 09 mai 2016 validant le lancement d'une procédure de modification n°1 du PLU par la Communauté de Communes du Pays Tarusate pour l'ouverture à l'urbanisation de la zone Auer.

Considérant que conformément à l'article L.311-1 et suivants du code forestier, il est nécessaire de solliciter auprès des services de la Préfecture l'autorisation de défricher et de fournir tous les documents nécessaires à l'instruction de cette demande ;

La parcelle concernée est localisée sur la Commune de SOUPROSSE : parcelle H 21, d'une contenance totale de 25 ha 28 a 35 ca et la surface à défricher est de 13 ha 50 a.

Le Conseil municipal, après délibération

AUTORISE Monsieur le Maire à donner pouvoir à ARKOLIA Energies pour constituer et déposer la demande d'autorisation de défrichement de la parcelle susmentionnée,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout autre document relatif à cette affaire.

FACTURATION DIVERS TRAVAUX

Monsieur le Maire informe l'assemblée que divers travaux ont été effectués par les employés communaux chez les particuliers et propose de facturer respectivement ces travaux aux propriétaires concernés,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

ACCEPTE la proposition de Monsieur le Maire,

DECIDE de facturer les divers travaux réalisés :

- **travaux sur réseau d'irrigation chez M. JUSTES Didier – 1057 Route de Cauna –pour un montant total de 574,10 €**
3 h main d'œuvre x 20 € = 60,00 €
Travaux pelle à chenilles
2 h x 93,60 € = 187,20 €
70 ml tube PVC Ø 110x 4,67 € = 326,90 €

- **travaux busage de fossés chez M. LABARTHE Jérôme –513 Chemin de Saransot pour un montant total de 82,80 €**
6 ml tube magnum Ø 350/300 x 13,80 € = 82,80 €

- **travaux transport de terre végétale chez M. KARIM – 85 Rue des Ecoles –pour un montant total de 60 €**
3 h main d'œuvre x 20 € = 60,00 €

ADHESION A LA CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES PASSATION DE MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES DE TRAVAUX, FOURNITURES ET SERVICES RELATIFS A LA MISE EN ACCESSIBILITE DES E.R.P. ET I.O.P. DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS DU DEPARTEMENT DES LANDES

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a imposé aux exploitants publics d'établissements recevant du public (ERP) et installations ouvertes au public (IOP) de mettre en accessibilité leur patrimoine immobilier existant avant le 31 décembre 2014. A défaut, les exploitants couraient le risque de faire l'objet de contraventions pénales conséquentes.

Face au risque de contentieux très important, une ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et ses textes d'application a modifié la loi n°2005-102 du 11 février 2005.

Au titre de cette législation modifiée, les personnes morales de droit public du département des Landes qui sont exploitants d'établissements recevant du public ou d'installations ouvertes au public et dont le patrimoine immobilier n'est toujours pas accessible au 31 décembre 2014,

devaient déposer avant le 27 septembre 2015 un agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) sur chacun de leurs ERP – IOP non accessibles. Ce document de programmation identifie les obstacles à l'accessibilité, détermine les travaux nécessaires pour leur mise en conformité, évalue leur coût en euros, programme les travaux envisagés par l'exploitant sur une période de trois à neuf ans et leur planification précise.

C'est dans ce contexte et en accord avec la Préfecture des Landes et ses services instructeurs en matière d'accessibilité ainsi que le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes (CDG40) que l'association des maires des Landes (AML) a proposé aux collectivités territoriales et établissements publics du département des Landes la signature d'un groupement de commandes relatif à la passation d'un marché public pour la réalisation des agendas d'accessibilité programmée de ses membres. 107 entités publiques ont adhéré à la convention constitutive d'un groupement de commandes en date du 14 mars 2016.

A la suite de la mise en œuvre d'une procédure d'un appel à concurrence, le marché public alloti a été attribué à la société SOD.I.A. (marque ARCALIA, filiale du groupe Bureau-Veritas) le 9 juin 2016. La fin d'exécution des prestations prévues par le marché public s'achèvera au cours du premier trimestre 2017 et a permis de réaliser les Ad'AP pour le compte de 97 communes et leurs établissements publics.

L'analyse des Ad'AP validés par la préfecture des Landes et ses services instructeurs, a permis d'identifier des actions de mutualisation en prévision d'acquérir en commun des prestations de services, de fourniture de biens ou la réalisation de travaux pour plusieurs communes et établissements publics du département des Landes

Considérant qu'afin de proposer une démarche territoriale cohérente et afin de réaliser des économies d'échelle par massification groupée des achats, une convention constitutive d'un groupement de commandes est proposée à la signature.

Cette convention a pour objet la passation de marchés publics et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services relatifs à la mise en accessibilité des E.R.P. et I.O.P. des collectivités territoriales et établissements publics ainsi que toute personne morale de droit public du département des landes dans le cadre des engagements pris par les maîtres d'ouvrages dans le cadre de leurs agendas d'accessibilité programmée déposés et validés par la préfecture des Landes.

Considérant que la Cellule accessibilité est chargée, par convention d'adhésion, de soutenir les exploitants d'ERP et IOP pour la mise en œuvre des engagements annuels d'aménagements et de travaux pour le compte des collectivités territoriales et leurs établissements publics qui ont prévus et validés dans leurs Ad'AP ;

Le Conseil, à l'unanimité des voix de ses membres présents représentés décide :

- D'adhérer à la convention constitutive d'un groupement de commandes relatif à la passation de marchés publics et accords-cadres de travaux, fournitures et services relatifs à la mise en accessibilité des E.R.P. et I.O.P. des collectivités territoriales et établissements publics du département des landes ;
- D'accepter que l'association des maires des Landes, en accord avec l'ensemble des membres du groupement de commandes, tienne le rôle de coordonnateur du dit groupement de commandes ;

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du dit groupement de commandes ainsi que tous actes en découlant notamment pour ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres subséquents ;
- D'autoriser Monsieur le Président de l'AML à prendre toutes mesures de passation de marchés publics et accords-cadres subséquents dont l'organisation et le suivi des éventuelles négociations et des analyses ;
- D'autoriser la commission d'appel d'offres constituée, en vertu de l'article 1414-3.II du code général des collectivités territoriales, par la commission Finance de l'AML à attribuer les marchés publics et accords-cadres passés en vertu de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et d'analyser les marchés publics et accords-cadres passés sous la forme adaptée ;
- D'autoriser Monsieur le Président à attribuer les marchés publics et accords-cadres passés sous la forme adaptée et réaliser toutes les opérations découlant des procédures de marchés publics issues de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notifier les marchés publics et accords-cadres ;
- D'autoriser Monsieur le Président à exécuter les marchés publics et accords-cadres conformément à l'article 6 de la convention de groupement de commandes ;
- D'autoriser Monsieur le Président à régler directement les frais d'organisation et de fonctionnement des marchés publics et accords-cadres et d'en demander la prise en charge conformément à l'article 8 de la convention de groupement de commandes auprès du Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes.

Subventions voyages scolaires :

Le Conseil Municipal attribue les subventions suivantes conformément à la délibération du 25 octobre 2010 :

- 25 € à la famille DAUGE, pour l'enfant Marc, domiciliée 232 Rue du 8 mai 1945 à SOUPROSSE, pour aider à financer un voyage scolaire en Angleterre du 18 au 24 mars 2017,
- 75 € à la famille DUCAMP, pour l'enfant Corentin, domicilié 90 Route de Jeanbidaou à SOUPROSSE, pour aider à financer un voyage scolaire en Angleterre du 13 au 19 mai 2017,
- 75 € à la famille JUSTES, pour l'enfant Melveen, domicilié 1057 Route de Cauna à SOUPROSSE, pour aider à financer un voyage scolaire en Angleterre du 13 au 19 mai 2017.
- 75 € à la famille LOUGUET, pour l'enfant Jean, domicilié 255 Avenue Hagenthal le Bas à SOUPROSSE, pour aider à financer un voyage scolaire en Angleterre du 18 au 24 mars 2017.
- 41,25 € à la famille DESPONS, pour l'enfant Teilo, domicilié 394 Chemin de Soubiron à SOUPROSSE, pour aider à financer un voyage scolaire en Espagne du 12 au 17 juin 2017.
- 75 € à la famille DUBOS, pour l'enfant Jean Baptiste, domicilié 80 Chemin de Monzon à SOUPROSSE, pour aider à financer un voyage scolaire en Espagne du 05 au 10 juin 2017.
- 56,75 € à la famille JACOBSONNE, pour l'enfant Bastien, domicilié 77 Route de Saint Etienne à SOUPROSSE, pour aider à financer un voyage scolaire en Espagne du 05 au 10 juin 2017.

- 75 € à la famille RIPOCHE, pour l'enfant Arthur, domicilié 562 Chemin de Peyre à SOUPROSSE, pour aider à financer un voyage scolaire en Espagne du 12 au 17 juin 2017.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance.
Fait et délibéré les jours, mois et an que-dessus.